



**PRÉFET
DE L'ORNE**

*Liberté
Égalité
Fraternité*

**Direction régionale de l'environnement,
de l'aménagement et du logement
de Normandie**

ARRÊTÉ DE MISE EN DEMEURE

NOR : 1122-25-20-076

SAS FE GAPREE

pour son parc éolien localisé sur les communes de Gaprée et Trémont

Le préfet de l'Orne,
chevalier de l'ordre national du mérite,

Vu le code de l'environnement, en particulier ses articles L. 171-7, L. 171-8, L. 171-11, L. 172-1, L. 511-1 et L. 514-5 ;

Vu le code de l'environnement, en particulier ses articles R. 515-101 à R. 515-104 de la sous-section 1 : «garanties financières applicables aux installations autorisées» de la section 10 : «éoliennes» ;

Vu le code des relations entre le public et l'administration, en particulier ses articles L121-1 et L122-1 ;

Vu la nomenclature des installations classées codifiée à l'annexe de l'article R. 511-9 du code de l'environnement ;

Vu le décret du président de la République en date du 23 juillet 2025 nommant monsieur Hervé TOURMENTE préfet de l'Orne ;

Vu le décret du 8 novembre 2023 nommant monsieur Yohan BLONDEL secrétaire général de la préfecture de l'Orne ;

Vu l'arrêté préfectoral du 25 août 2025 portant délégation de signature à monsieur Yohan BLONDEL, secrétaire général de la préfecture de l'Orne ;

Vu l'arrêté ministériel du 26 août 2011 modifié relatif aux installations de production d'électricité utilisant l'énergie mécanique du vent au sein d'une installation soumise à autorisation au titre de la rubrique 2980 de la législation des installations classées pour la protection de l'environnement ;

Vu le permis de construire du 9 juillet 2007 référencé PC6149205K0029 autorisant la construction d'une éolienne sur la commune de Trémont ;

Vu le permis de construire du 9 juillet 2007 référencé PC6118305K0030 autorisant la construction d'une éolienne sur la commune de Gaprée ;

Vu le récépissé préfectoral du 31 août 2012 à la SAS FE GAPREE actant du bénéfice de l'antériorité au titre des ICPE sous le régime de l'autorisation dans la rubrique 2980 «installation terrestre de production d'électricité à partir de l'énergie mécanique du vent et regroupant un ou plusieurs aérogénérateurs» ;

Vu le rapport de l'inspection des installations classées relatif à l'inspection du 8 septembre 2025 transmis à l'exploitant le 11 septembre 2025 conformément aux articles L.171-6 et L.514-5 du code de l'environnement ;

Vu la réponse formulée par courriel des 19 et 30 septembre 2025 par l'exploitant ;

CONSIDÉRANT qu'un parc éolien soumis à autorisation au titre de la rubrique 2980 se doit de constituer des garanties financières conformément aux articles R. 515-101 à R. 515-104 du code de l'environnement ;

CONSIDÉRANT que la mise en service d'un parc éolien soumis à autorisation au titre de la rubrique 2980 est subordonnée à la constitution de garanties financières visant à couvrir, en cas de défaillance de l'exploitant lors de la remise en état du site, les opérations prévues à l'article R. 515-106 du code de l'environnement ;

CONSIDÉRANT le non-renouvellement des garanties financières dont l'échéance était définie au 24 août 2025 ;

CONSIDÉRANT qu'il y a lieu conformément à l'article L. 171-8 du code de l'environnement de mettre en demeure la SAS FE GAPREE - siren 499 295 194 de respecter les dispositions réglementaires applicables à ses installations ;

CONSIDÉRANT les réponses non-satisfaisantes de l'exploitant par courriels des 19 et 30 septembre 2025 et 30 septembre 2025 ;

SUR proposition du secrétaire général de la préfecture de l'Orne.

ARRÊTE

ARTICLE 1 :

La SAS FE GAPREE, dont le siège social est situé parc de la haute borne - 5 rue horus - 59 491 VILLENEUVE D'ASCQ, est mise en demeure de respecter, trois mois après notification du présent arrêté, les dispositions de l'article 31 de l'arrêté ministériel du 26 août 2011 susvisé :

«Dès la première constitution des garanties financières visées à l'article 30, l'exploitant en actualise le montant avant la mise en service industrielle de l'installation, puis actualise ce montant tous les cinq ans. L'actualisation se fait en application de la formule mentionnée en annexe II au présent arrêté.»

En conséquence, la présente mise en demeure sera considérée levée dès que l'exploitant aura transmis une attestation de renouvellement des garanties financières dont le montant aura été actualisé pour ses 2 éoliennes localisées l'une sur Gaprée et l'autre sur Trémont.

ARTICLE 2 :

Faute pour la société SAS FE GAPREE de se conformer aux dispositions figurant à l'article 1^{er} du présent arrêté, il sera fait application, indépendamment des poursuites pénales, des sanctions administratives prévues à l'article L.171-8 du code de l'environnement.

ARTICLE 3 :

Sans préjudice de l'article L. 411-2 du code des relations entre le public et l'administration, la présente décision peut être déférée au tribunal administratif de Caen :

1° Par les pétitionnaires ou exploitants, dans un délai de deux mois à compter du jour où la décision leur a été notifiée ;

2° Par les tiers intéressés en raison des inconvénients ou des dangers pour les intérêts mentionnés à l'article L. 181-3, dans un délai de deux mois à compter de :

a) L'affichage en mairie dans les conditions prévues au 2° de l'article R. 181-44 ;

b) La publication de la décision sur le site internet des services de l'Etat dans l'Orne prévue au 4° du même article.

Le délai court à compter de la dernière formalité accomplie. Si l'affichage constitue cette dernière formalité, le délai court à compter du premier jour d'affichage de la décision.

L'affichage et la publication mentionnent l'obligation de notifier tout recours administratif ou contentieux à l'auteur de la décision et au bénéficiaire de la décision, à peine, selon le cas, de non prorogation du délai de recours contentieux ou d'irrecevabilité du recours contentieux.

La cour administrative d'appel de Nantes peut être saisie par l'application «télérécours citoyens », accessible sur le site www.telerecours.fr.

ARTICLE 4 : Notification

Le présent arrêté sera notifié à la société SAS FE GAPREE, parc de la haute borne - 5 rue horus - 59 491 VILLENEUVE D'ASCQ.

Le présent arrêté est publié sur le site des services de l'État dans l'Orne pendant une durée minimale de deux mois.

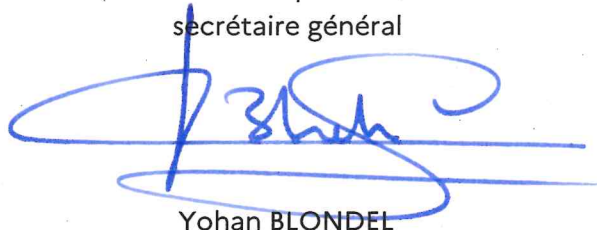
Il sera affiché en mairies par les soins du maire de Gaprée et de Trémont pendant un mois au minimum. Le procès-verbal de l'accomplissement de cette formalité sera dressé par le maire et transmis au préfet de l'Orne.

ARTICLE 5 : Exécution

Le secrétaire général de la préfecture de l'Orne, le maire de Gaprée, le maire de Trémont ainsi que la directrice régionale de l'environnement, de l'aménagement et du logement de Normandie (inspection des installations classées), sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté.

Alençon, le 03 OCT. 2025

Le préfet,
par délégation,
le sous-préfet
secrétaire général



Yohan BLONDEL